

Débat organisé sur la situation sanitaire.

Paris, le 13 avril 2021

Par Mme Anne HIDALGO - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs, mes chers collègues, à l'heure où je m'adresse à vous pour introduire notre débat sur la situation sanitaire, les services de réanimation des hôpitaux publics parisiens sont soumis encore à une pression exceptionnelle. Le courage reste de mise, mais une grande fatigue s'installe aussi au sein de notre hôpital public, ressentie par celles et ceux qui depuis plus d'un an tiennent à bout de bras la vie de nos proches touchés par la maladie.

Je veux de nouveau rendre hommage au nom du Conseil de Paris à l'ensemble des personnels soignants, car sans elles, sans eux, nous n'aurions jamais pu surmonter la première, la deuxième et aujourd'hui la troisième vague.

Bien avant le début de la crise, ces femmes et ces hommes alertaient déjà sur l'état de délabrement de notre hôpital public qui, pour survivre, a besoin de moyens supplémentaires, des moyens financiers et des moyens humains, sans quoi notre service public ne pourra plus assurer sa mission.

N'oublions jamais que derrière les chiffres, taux d'incidence, nombre d'admissions en réanimation et mortalité, derrière les graphiques, derrière les courbes que nous scrutons, ce sont des vies dont nous parlons, nos vies : des vies à sauver pour les soignantes et les soignants, des vies perdues pour les familles et les amis endeuillés, des vies abîmées pour celles et ceux qui devront supporter les séquelles d'une hospitalisation ou d'un syndrome de Covid long.

N'oublions pas la réalité du Covid. Chaque jour, ce sont près de 300 personnes qui disparaissent dans notre pays. Et depuis le début de la pandémie, 100.000 personnes sont mortes du Covid en France.

Le non-recours aux soins, les retards de prise en charge d'un grand nombre de pathologies du fait de la pression sur le système de santé, cumulés aussi à la crise économique et sociale, auront produit un choc sans précédent sur l'espérance de vie des Françaises et des Français.

J'aimerais rappeler un fait indéniable, nous ne sommes pas égaux face à cette catastrophe. C'est une réalité souvent masquée d'ailleurs par les chiffres, et pourtant nous la connaissons : les vies qui partent en premier sont celles des personnes les plus vulnérables ; il y a bien sûr la vulnérabilité liée à l'âge, mais l'épidémie s'avère de plus en plus discriminante socialement. Le risque de décès est en effet multiplié par deux chez les plus défavorisés et les plus isolés.

Les victimes de cette maladie sont en majorité des hommes, et dans une moindre mesure des femmes aux corps déjà abîmés par des conditions de vie difficiles, un travail éprouvant, un logement exigu, ces corps qui plient et souffrent de comorbidités sévères du fait d'un moins bon accès aux soins, à la prévention des maladies chroniques, à une alimentation de qualité et à une vie saine.

Cette réalité, je la pointe du doigt avec l'ensemble des maires d'Ile-de-France depuis le début de la crise. Les inégalités sociales et territoriales ont une influence considérable sur la mortalité liée au Covid, cela doit être redit. C'est pourquoi notre politique de lutte contre le Covid, qu'il s'agisse du

dépistage, de la réduction des risques ou de la vaccination, doit être particulièrement renforcée dans les quartiers prioritaires. J'y reviendrai.

C'est pour rendre hommage à ces vies perdues, pour rendre visible aussi tout cela que mon adjointe Laurence PATRICE vous soumettra le vœu relatif à la mémoire de l'épidémie de Covid-19 et de ses victimes. Et je veux, sur cette question de mémoire, saluer aussi le travail mené par Éric AZIÈRE. Lors de la précédente mandature, il a animé un groupe de travail sur la mémoire du Covid et ses conclusions nous ont été particulièrement utiles.

Nous n'oublions pas celles et ceux qui sont morts du Covid et je veux bien sûr ici avoir une pensée pour les agents de la Ville qui ont perdu la vie, et une pensée pour leurs familles, auxquelles j'ai pu témoigner ma tristesse de perdre de si précieux collaborateurs au service des Parisiennes et Parisiens.

C'est pour cette raison aussi que je souhaite répondre favorablement, avec mon adjointe Anne SOUYRIS, à la proposition du professeur Jean-François DELFRAISSY de nouer un partenariat avec l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, dont il est président d'honneur, avec Françoise BARRÉ-SINOUSI, honorée en 2008 d'un prix Nobel.

Il s'agira de construire un lieu de mémoire active aux côtés d'universitaires, de soignants, de juristes, d'associations de victimes, de représentants de la société civile et de cultes. Nous voulons analyser ce bouleversement que constitue la pandémie du Covid-19, et contribuer ainsi à l'édification d'une mémoire vivante, de ses effets psychologiques, sociaux, politiques et économiques. Nous le devons aux victimes de cette terrible pandémie et à leurs familles ainsi qu'à leurs amis.

Chaque crise doit être une leçon pour l'avenir. Si elle ne l'est pas, elle est vouée à se répéter. Pour retrouver le chemin de l'espérance, nous devons assurer à nos concitoyennes et à nos concitoyens que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les protéger, pour réparer et bâtir la ville de l'après-crise. C'est le sens d'ailleurs de l'action menée depuis longtemps par l'ensemble des équipes municipales et je tiens à remercier chacune et chacun. Je tiens aussi à remercier tous les maires d'arrondissement de leur implication depuis plus d'un an.

Notre action se décline aujourd'hui autour de deux axes clairs.

C'est d'abord permettre à un maximum de nos concitoyennes et de nos concitoyens d'être vaccinés au plus vite. Sur ce plan, notre mobilisation, celle du service public parisien, a été totale et elle continuera de l'être : 24 centres ont ouvert à Paris, 6.000 doses y sont administrées chaque jour, plus de 160.000 personnes y ont été accueillies et vaccinées. Je veux donc saluer ce travail mené par les maires d'arrondissement, leurs équipes, les médecins, les infirmiers et infirmières parisiens et les agents de la Ville.

Comme je l'ai dit, notre responsabilité est d'aller au plus près des Parisiennes et des Parisiens les plus éloignés de nos services de santé et qui présentent des risques de développer une forme grave de Covid-19. Grâce à nos actions dites "aller-vers", nous avons pu vacciner plus de 2.500 personnes dans les quartiers prioritaires. Mais nous manquons de doses. Nous le disons semaine après semaine, les quantités de vaccins allouées par l'État restent très en dessous de ce dont nous avons besoin pour atteindre un niveau d'immunisation collective suffisant d'ici l'été. Cette semaine encore, nous ne pourrions réaliser qu'un peu plus de 16.000 primo-injections dans nos centres. La vaccination en ville, via les pharmaciens, via les médecins traitants, est mise à mal par les retards de livraison et la défiance grandissante envers le vaccin AstraZeneca. À ce rythme, il nous faudrait plus d'un an pour protéger 1,4 million de Parisiennes et de Parisiens de plus de 18 ans qui n'ont pas encore eu accès à la vaccination.

Bien sûr, ce n'est pas tolérable. Nous ne pouvons attendre une accélération que l'on nous promet semaine après semaine et qui ne vient pas. Il nous faut des vaccinodromes, beaucoup plus de vaccins et beaucoup plus vite. Il faut que l'on puisse vacciner 7 jours sur 7 et jusque tard dans la nuit. C'est ce que je ne cesse de demander avec vous au Gouvernement depuis plusieurs mois. Le Gouvernement doit exiger des laboratoires qu'ils tiennent leurs engagements à l'échelle européenne et prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposent en matière de propriété intellectuelle pour permettre une production à grande échelle et à faible coût de forme générique de ces vaccins.

Le deuxième axe de notre action est une politique cohérente de réduction des risques. Si la vaccination reste le seul moyen de sortir de la crise, un principe de réalité nous oblige à penser les prochains mois qui nous y mèneront. Les efforts pour limiter le nombre de contaminations doivent être poursuivis et amplifiés. Nous ne pourrions-nous satisfaire de constater que 13.000 Parisiennes et Parisiens de tous âges soient infectés chaque semaine par ce virus.

Aujourd'hui, de plus en plus de jeunes sont infectés et pour certains hospitalisés. Je n'accepterai jamais que notre jeunesse soit une génération sacrifiée. Elle doit être accompagnée, soutenue, elle doit pouvoir suivre une scolarité normale. Et pour ce faire, comme je l'ai exigé dès le 28 janvier dernier, les enseignants doivent être vaccinés au plus vite pour leur permettre d'assurer cette mission qui leur incombe : protéger notre jeunesse et préparer leur avenir.

Plus que jamais pour penser l'après, il faut aussi imaginer des protocoles pour accompagner celles et ceux dont l'activité n'a toujours pas pu reprendre. Je pense aux restaurateurs, aux artistes, aux acteurs du tourisme, de l'événementiel, aux lieux de culture et de fête, aux organisateurs de festivals. C'est la mission que j'ai confiée à notre comité consultatif, cette démarche citoyenne démocratique permettant à différents représentants des milieux scientifiques, économiques, culturels de la société civile de mettre en commun leurs réflexions pour penser la société parisienne post-Covid.

Ces réunions ont été fructueuses, elles ont pu aboutir à trois avancées très concrètes.

D'abord, ce comité a fait naître des partenariats uniques entre scientifiques et acteurs culturels, notamment avec la conception d'un concert test pour 5.000 personnes qui évaluera les conditions de reprise. Fondée sur le dépistage des participants avant et après l'événement, j'espère que cette expérimentation, pour laquelle nous attendons encore diverses autorisations, pourra avoir lieu dès ce printemps comme véritable symbole de renaissance.

Ensuite, nous préparerons un livre des protocoles fondés sur une hiérarchie des risques selon le niveau de circulation du virus. C'est d'ailleurs une idée que nous défendons depuis le début. Le croisement de regards entre épidémiologistes, citoyens, entrepreneurs, physiciens spécialisés dans l'analyse de la diffusion du virus dans l'air, tout cela permet de concevoir la reprise de certaines activités économiques et sociales, tout en protégeant la population.

Enfin, les travaux du comité consultatif nous ont permis d'améliorer notre communication en direction des Parisiennes et des Parisiens. L'idée est de permettre à chacune et à chacun de s'approprier les données épidémiologiques, de comprendre les modes de transmission et de faire des choix éclairés pour se protéger et protéger les autres.

Parce que notre action est et restera toujours transparente, je demanderai à la présidente du comité, Dominique COSTAGLIOLA, de venir vous présenter, nous présenter les conclusions de ses travaux, ici, au Conseil de Paris.

Avant de conclure mon propos, je voudrais dire quelques mots bien sûr sur l'impact financier de la crise, même si le cœur de notre débat est aujourd'hui avant tout sanitaire.

Au total, le coût de la crise a été évalué à plus d'un milliard d'euros pour notre Ville et c'est bien sûr une situation inédite. Tous ensemble, Exécutif, maires d'arrondissement, élus de tous bords politiques, nous nous battons et nous nous battons au service de nos concitoyens, en voyant les dépenses qui filent et les ressources qui se tarissent.

Ce qui se passe à Paris se déroule aussi à l'identique en Ile-de-France et partout dans le pays. Tout cela, je dirais, dans une indifférence étonnante de la part de l'État, dont la réaction est loin d'être à la hauteur des enjeux. Le soutien qu'il apporte réellement aux collectivités est si loin des annonces répétées à l'envi. Pour tout dire, la relance se paye de mots. Sur 1,4 milliard d'euros que nous voulons investir en 2021 à Paris pour soutenir l'activité, progresser en matière de transition écologique, les crédits du plan de relance de l'État représentent 4 % du montant envisagé. C'est bien sûr si peu. Les collectivités, à l'unisson d'ailleurs, doivent être le cœur de la relance pour penser l'après, sinon elle n'aura tout simplement pas lieu. Je porterai inlassablement ce combat auprès du Gouvernement, vous pouvez me faire confiance.

Mesdames et Messieurs, je veux terminer mon propos en revenant sur ce qui nous permet d'affronter la crise depuis plus d'un an.

D'abord la cohésion de cette équipe et je veux à nouveau remercier les adjoints et en premier lieu Anne SOUYRIS. Je voudrais remercier bien sûr également l'ensemble des adjoints de l'Exécutif, les maires d'arrondissement et les présidentes et présidents de groupe qui ont été, et qui le seront encore, associés à nos réunions hebdomadaires ou pluri-hebdomadaires.

Mais je veux surtout saluer notre service public. Notre service public parisien qui a montré l'étendue de sa force, de son adaptabilité, Madame la Secrétaire générale. Il a tenu bon, il a été et il est notre plus grand atout. Il est tout à la fois notre identité, ce qui nous constitue, et aussi notre projet, ce vers quoi nous devons toujours tendre pour faire vivre l'égalité, l'égalité face à la santé, l'égalité des droits dont celui de vivre sa vie dignement. Merci à celles et ceux qui le font vivre. Merci aux maires d'arrondissement, à toute l'équipe municipale qui, aux côtés des services de l'État, protègent nos concitoyennes et nos concitoyens.

Je vais vous proposer une minute de silence en hommage de toutes les personnes décédées du Covid.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

Je vous remercie.